

# AVIS/COMMUNIQUÉ

*Pour diffusion immédiate*

## **Avis relatif à la mise en application**

### **Audience**

**19-0031**

*Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec les personnes-ressources ci-dessous.*

*Mise en application :*

*Médias :*

Warren Funt  
Vice-président pour l'Ouest du Canada  
604 331 4750  
[wfunt@iroc.ca](mailto:wfunt@iroc.ca)

Andrea Zviedris  
Chef des relations avec les médias  
416 943-6906  
[azviedris@iroc.ca](mailto:azviedris@iroc.ca)

## **L'OCRCVM imposera des sanctions à Richard Shaw Newbury, ex-conseiller en placement de Vancouver**

**Le 21 février 2019 (Vancouver, C.-B.)** – Une formation d'instruction de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) tiendra une audience en vue de déterminer si elle devrait accepter l'entente de règlement conclue entre le personnel de l'OCRCVM et Richard Shaw Newbury.

L'audience concerne des allégations selon lesquelles M. Newbury aurait fait des recommandations qui ne convenaient pas à sa cliente et aurait effectué des opérations dans le compte de celle-ci de façon discrétionnaire.

L'audience se déroulera à huis clos jusqu'à ce que la formation d'instruction accepte l'entente. Si la formation d'instruction accepte l'entente, la décision de la formation et l'entente de règlement seront rendues publiques à [www.ocrcvm.ca](http://www.ocrcvm.ca).

**Date de l'audience :** Le 8 mars 2019, à 14 h

**Lieu :** Reportex  
925, rue Georgia Ouest, bureau 1010  
Vancouver (C.-B.)

L'OCRCVM a officiellement ouvert l'enquête sur la conduite de M. Newbury en août 2016. Les contraventions auraient été commises pendant que M. Newbury était représentant inscrit à la succursale de Vancouver de Haywood Securities Inc., société réglementée par l'OCRCVM. M. Newbury a démissionné de Haywood le 31 décembre 2018. Il n'est plus une personne inscrite auprès d'une société réglementée par l'OCRCVM.



On peut consulter l’avis de demande annonçant la tenue de l’audience de règlement à [http://www.ocrcvm.ca/Documents/2019/3d90d498-225a-49d6-a672-9509b548dfe6\\_fr.pdf](http://www.ocrcvm.ca/Documents/2019/3d90d498-225a-49d6-a672-9509b548dfe6_fr.pdf).

Les documents concernant les procédures disciplinaires en cours de l’OCRCVM – y compris les décisions et les motifs des formations d’instruction – sont affichés sur le site Web de l’OCRCVM dès qu’ils sont accessibles. Il suffit de cliquer [ici](#) pour chercher et consulter n’importe quel document de l’OCRCVM relatif aux affaires disciplinaires.

\* \* \*

L’OCRCVM est l’organisme d’autoréglementation national qui surveille l’ensemble des courtiers en placement et toutes les opérations que ceux-ci effectuent sur les marchés des titres de capitaux propres et des titres de créance au Canada. L’OCRCVM établit la réglementation en matière de commerce des valeurs mobilières, veille à la protection des investisseurs et renforce l’intégrité des marchés tout en favorisant des marchés financiers sains au Canada. Il s’acquitte de ses responsabilités de réglementation en établissant et en faisant appliquer des règles qui régissent la compétence, les activités et la conduite financière de plus de 170 courtiers en placement canadiens et des quelque 29 000 employés inscrits qui y travaillent, dont la plupart sont communément appelés conseillers en placement. L’OCRCVM établit et fait appliquer également des règles d’intégrité du marché qui régissent les opérations effectuées sur les marchés canadiens des titres de capitaux propres et des titres de créance.

L’OCRCVM enquête sur les fautes possibles de ses sociétés membres ou des personnes physiques inscrites auprès de lui. Il peut intenter des procédures disciplinaires pouvant mener à des sanctions telles que des amendes, des suspensions, l’interdiction permanente d’inscription, l’expulsion d’un courtier membre ou la révocation des droits et des privilèges rattachés à l’inscription ou à la qualité de courtier membre.

Toute l’information au sujet des procédures disciplinaires concernant les sociétés membres actuelles et anciennes se trouve à la section [Mise en application](#) du site Web de l’OCRCVM. On peut obtenir gratuitement des renseignements sur les compétences et les antécédents disciplinaires, le cas échéant, des conseillers employés dans des sociétés réglementées par l’OCRCVM grâce au service [Info-conseiller de l’OCRCVM](#). Pour savoir comment porter plainte au sujet d’un courtier en placement, d’un conseiller ou d’un marché, il suffit de composer le 1 877 442-4322.